

Service Risques, Énergie et Climat  
Pointe de Jaham  
BP 7212 – cedex  
97274 SCHOELCHER

SCHOELCHER, le 26/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EDF SEI - PK**

Boîte Postale 573  
97200 Fort-de-France

Références : RI/ ENV 24.009  
Code AIOT : 0022200016

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 décembre 2023 dans l'établissement EDF SEI - PK implanté Pointe des Carrières - 97200 Fort-de-France. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EDF SEI - PK
- Pointe des carrières 97200 Fort-de-France
- Code AIOT : 0022200016
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, l'établissement est soumis au régime de l'autorisation pour ses installations de combustion et ses capacités de stockage de 9 200 m<sup>3</sup> de liquides inflammables (fioul lourd et fioul domestique). L'établissement est classé SEVESO seuil bas au titre de la directive SEVESO 3.

L'exploitant de la centrale électrique de Pointe des Carrières est autorisé, depuis 1996, à exploiter 2 groupes diesel lents de 92 MWth chacun et 2 turbines à combustion de 75 MWth chacune.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Récolement de l'inspection du 19/12/2022 (signalement d'un rejet accidentel en hydrocarbures)
- Vérification par sondage des dispositions applicables relatives au réexamen IED

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                      | Référence réglementaire                                                | Autre information                               |
|----|--------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|
| 2  | Gestion et REX de la fuite d'hydrocarbures             | Article R.512-69 du code de l'environnement « déclaration d'accident » | Rapport d'inspection du 22/12/2022, constat 1.2 |
| 3  | Respect des valeurs limites d'émissions atmosphériques | AP Complémentaire du 26/12/2019, article 3.4.2.4                       | Sans objet                                      |
| 4  | Dysfonctionnement de la Dénox                          | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16                           | Sans objet                                      |
| 6  | programme d'autosurveillance                           | Arrêté Préfectoral du 26/12/2019, article 71.2                         | Sans objet                                      |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                          | Référence réglementaire                                                | Autre information                               |
|----|--------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|
| 1  | Gestion et REX de la fuite d'hydrocarbures | Article R.512-69 du code de l'environnement « déclaration d'accident » | Rapport d'inspection du 22/12/2022, constat 1.1 |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi de l'incident du 22 septembre 2022 (écoulement accidentel d'hydrocarbures dans le plan d'eau) a répondu aux attentes de l'inspection des installations classées. Il convient néanmoins de poursuivre la transmission trimestrielle à l'inspection de l'avancée du plan d'actions jusqu'à la réalisation complète des opérations (surveillance par piézomètre et redondance des détections).

Concernant la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles relatives aux installations de combustion issues du réexamen au titre de la réglementation IED, l'inspection constate des lacunes dans la compréhension de la réglementation et par conséquent des défaillances fortes pour justifier de sa mise en œuvre et du respect des exigences associées.

Compte tenu de l'incapacité de l'exploitant de transmettre certaines informations le jour de la visite de contrôle, l'inspection n'est pas en mesure de juger de la conformité réglementaire pour certaines prescriptions. Aussi, des compléments d'actions correctives sont demandées à EDF.

Une nouvelle inspection sera conduite sur le sujet en 2024 et des suites administratives plus conséquentes (par exemple mise en demeure) pourront être proposées le cas échéant.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Gestion et REX de la fuite d'hydrocarbures**

|                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Rapport d'inspection du 22/12/2022, constat 1.1                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Actualisation du POI                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant met à jour la fiche POI n°3-163 pour intégrer l'isolement (ou la vérification de l'isolement) du réseau d'évacuation du milieu naturel sous 3 mois. |
| <b>Constats :</b><br>En réponse à la première observation figurant dans le rapport d'inspection du 22/12/2023, l'exploitant                                                                         |

tant a transmis la fiche scenario n°45 du POI "pollution aux hydrocarbures". Les opérations en lien avec l'isolement du milieu récepteur y sont consignées (arrêt du déversement, des pompes puisards, recherche des fuites éventuelles vers l'extérieur et colmatage de la brèche).

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Gestion et REX de la fuite d'hydrocarbures

**Référence réglementaire :** Rapport d'inspection du 22/12/2022, constat 1.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Surveillance des eaux et dépollution

### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient l'inspection informée, tous les trimestres, de l'avancée et des conclusions de ces investigations (diagnostic). Il précise également les modalités de dépollution envisagées (plan de gestion).

Le plan d'actions mérite toutefois d'être complété pour intégrer la nécessité de formaliser (procédures, gammes) et tracer la réalisation des mesures palliatives d'exploitation. EDF a précisé qu'une action plus large sur le sujet des actions conduites était menée et qu'il convenait effectivement que le plan d'actions y fasse référence.

### **Constats :**

En réponse aux suites accordées à l'inspection du 19/12/2022, l'exploitant a transmis trimestriellement (30/03/23, 03/07/23 et 13/10/23) des courriers relatifs au suivi des investigations réalisées et du plan d'actions mis en place. Ce plan d'actions recouvre les items Organisation, Puisards, Vanne pelle port, Galerie et VRD.

Il est notamment rapporté que:

- l'opération de renfort de la surveillance piézométrique du site, par l'installation d'équipement de mesure au droit de la zone de casse est réalisée.
- une étude est en cours pour la mise en place d'une redondance sur les puisards et sur la vanne pelle port. Dans l'attente, une surveillance visuelle avant rejet dans le milieu est en place.
- un nouveau barrage flottant est mis en place.



=> Ce plan d'actions est recevable. L'information trimestrielle de l'inspection est maintenue jusqu'au solde des actions initiées. Les justificatifs liés à la surveillance piézométrique et l'amélioration de la surveillance automatisée devront être communiqués. Il en est de même pour les consignes/modes opératoires... mises en œuvre actuellement pour gérer les rejets aqueux.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

### N° 3 : Respect des valeurs limites d'émissions atmosphériques

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/12/2019, article 3.4.2.4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conditions de respect des VLE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées au chapitre 3.3 du présent arrêté sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées :<br>- aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées au chapitre 3.3 du présent arrêté ;<br>[...]                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Constats :</b><br>Le bilan de la surveillance des émissions en oxydes d'azote (NOx) sur les 12 derniers mois présente des dépassements en moyenne mensuelle (dépassements indiqués pour 5 mois sur les 12 derniers mois pour le groupe de production PJ1) . Il s'agirait d'une erreur de formule informatique sans que l'exploitant ne soit en mesure d'apporter une justification.<br><b>L'exploitant transmet des éléments détaillés relatifs au respect des valeurs limites de rejets pour l'ensemble des polluants et des groupes pour l'année 2023.</b> En cas de non-respect des valeurs limites, il précise les causes de ces dépassements ainsi que le plan d'actions mis en œuvre pour un retour à la conformité des rejets.<br>Il est également demandé, qu'à compter de 2024, les bilans de surveillance communiqués à l'administration détaillent précisément les conditions de respect des valeurs limites fixées à l'article 3.4.2.4 de l'arrêté préfectoral du 26/12/2019. En cas d'écart, les commentaires sur l'origine et le détail des actions correctives sont attendus. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

### N° 4 : Dysfonctionnement de la Dénox

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, durée cumulée de fonctionnement de la Dénox avec un dysfonctionnement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La durée cumulée de fonctionnement d'une installation avec un dysfonctionnement ou une panne d'un de ces dispositifs de réduction des émissions ne peut excéder 120 heures sur douze mois glissants.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Constats :</b><br>Les installations sont équipées d'un dispositif de traitement de fumées (Dénox) qui vise plus particulièrement à abattre les rejets en NOx.<br>En octobre dernier, l'exploitant a déclaré un incident relatif au dysfonctionnement de ce système. Interrogé sur le respect de la prescription susmentionnée, il n'a été en mesure que de transmettre les dépassements de la valeur limite d'émission en NOx sur les 12 derniers mois glissants.<br>Le jour de l'inspection, il a communiqué le nombre d'heures de dépassement pour chacun des groupes (1399 heures sur le moteur PJ1 et 1136 heures sur le PJ2) sans être en mesure de préciser si ces derniers étaient liés aux de la Dénox ou à d'autres causes.<br>L'inspection note que l'exploitant concède un sous-investissement sur cette installation de traitement au cours des dernières années.<br><b>L'exploitant transmet la durée de dysfonctionnement du système de Dénox sur les douze derniers mois glissants. En cas de dépassement de la durée maximale de 120 heures, il détaille les causes des dysfonctionnements ainsi que le plan d'actions mis en œuvre pour améliorer la disponibilité et l'efficacité du système et ainsi permettre un retour à la conformité des rejets.</b> |

|                                                             |
|-------------------------------------------------------------|
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites               |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                       |

#### N° 5 : Gestion des périodes OTNOC (3.4.2.4)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/12/2019, article 2.1.4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, respect des durées et estimation des émissions                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le plan de gestion de ces périodes OTNOC contient : une estimation des émissions globales lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Constats :</b><br>Dans son bilan environnemental 2022, l'exploitant détaille la gestion des périodes OTNOC (Other Than Normal Operating Conditions : conditions d'exploitation autres que normales). Il est précisé qu'une panne informatique a empêché la comptabilisation de ces périodes sur le PJ2. L'estimation des émissions pendant ces périodes ne figure pas non plus dans ce document.<br>En séance, il a été indiqué à l'inspection que les périodes OTNOC correspondent en 2023 à 13% des périodes de fonctionnement normales. Pour rappel, le seuil réglementaire des périodes OTNOC est fixé à 10% par l'article 3.4.2.4 de l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2019.<br><b>L'exploitant transmet des éléments détaillés relatifs aux causes du non respect du critère de 10 %. Il détaille et met en œuvre les actions nécessaires pour un retour à la conformité réglementaire.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

#### N° 6 : programme d'autosurveillance

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/12/2019, article 7.1.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures comparatives                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Constats :</b><br>Dans le bilan environnemental 2022, les résultats des mesures par l'organisme extérieur portant sur la qualité des rejets aqueux sont confrontés aux résultats de l'autosurveillance réalisée par l'exploitant. Des écarts significatifs sont notamment indiqués sur le paramètre « hydrocarbures totaux » (21 mg/l mesurés par le laboratoire SGS et 8 mg/l mesurés par EDF en décembre 2022).<br>Il est rappelé que ces mesures comparatives ont vocation à assurer la représentativité des résultats et prévenir les écarts avec l'assurance qualité des appareils de mesures internes.<br>Il est demandé que ces écarts soient commentés dans les prochains bilans et que des actions soient entreprises pour les réduire.<br>L'exploitant transmettra à l'inspection les éléments justifiant des écarts des mesures avec l'organisme extérieur sous 3 mois et les actions correctives pour y remédier. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |